

Conversion au système métrique

C'est précisément pour des raisons de sécurité que les fabricants et les vendeurs de produits chimiques et leur 14 associations ont insisté pour que les étiquettes portent des indications dans un seul système et qu'ils ont déconseillé l'utilisation des deux unités de mesure. Je sais que le député de Végréville n'écoute pas ceci, car les faits exacts ne l'intéressent pas, de toute évidence. Ce qui l'intéresse . . .

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de je ne sais où ne peut pas m'imputer des motifs. J'ai entendu ce qu'il a dit. Je suis à ma place et il faut le signaler. Normalement, un député ne parle pas de la présence d'un autre député ou ne dit pas s'il fait attention ou non. J'ai entendu tout ce que le député a dit, et ce n'est pas très intéressant.

Le président suppléant (M. Guilbault): J'ai compris le député de Végréville.

M. Berger: Monsieur le Président, si je me suis trompé sur l'attitude du député, je n'ai pas insinué qu'il n'était pas là. Je pourrais parler des fois où les députés d'en face prétendent que certains de nos ministres ne sont pas à la Chambre pour leur renvoyer la balle.

C'est précisément pour des raisons de sécurité que les fabricants de produits chimiques ont insisté pour que les étiquettes portent des indications dans un seul système d'unités et qu'ils ont déconseillé l'utilisation de deux systèmes. Il est évident que, pour que les agriculteurs puissent répandre les produits chimiques agricoles et les pesticides en toute sécurité, ils devraient connaître suffisamment les unités de mesure métriques. Les ministères fédéral et provinciaux de l'Agriculture l'ont compris, et ils ont accepté de veiller ensemble à ce que l'utilisateur, c'est-à-dire l'agriculteur canadien, connaisse suffisamment les unités métriques. Sauf erreur, les ministères provinciaux de l'Agriculture ont organisé bien des cours pour habituer les producteurs agricoles aux changements.

Tout d'abord, le député a déclaré que sa motion avait le mérite de ne proposer aucune disposition obligatoire et il a prétendu ensuite qu'elle était empreinte de réalisme. Je viens de prouver que, du point de vue de la sécurité, elle ne l'est absolument pas.

Je voudrais parler d'un autre aspect de la question et je me demande si, du point de vue économique, la motion est réaliste. C'est la considération que je trouve la plus importante. Quelle est la question qui préoccupe constamment les députés, si ce n'est l'exportation de nos produits et la création d'emplois pour les milliers de Canadiens qui ne peuvent malheureusement pas se trouver de travail à cause des difficultés économiques?

Je ne comprends pas comment le député de Végréville peut prendre la parole à la Chambre et feindre d'ignorer des considérations d'ordre économique très importantes. A mon avis, il ne tient nullement compte des problèmes en cause. Je ne crois pas qu'il ait assisté à aucune séance d'information, avant de présenter son plaidoyer d'aujourd'hui. J'ai une expérience limitée dans ce domaine, monsieur le Président . . .

M. Mazankowski: Vous êtes en train d'en faire la preuve.

M. Berger: J'en ai assez toutefois pour comprendre l'importance des arguments de nature économique.

En avril dernier, j'ai assisté à Washington à la conférence du conseil national du système métrique des États-Unis. Je voudrais vous faire part de ce que j'ai appris à la conférence. Le président des États-Unis, qui n'a pas la réputation d'adorer ce qui n'est pas américain, a adressé aux participants la lettre suivante:

Depuis un an, la question de la métrisation prend de plus en plus d'importance en matière de commerce et de productivité à l'échelle internationale. Le Comité consultatif américain sur la productivité a recommandé au gouvernement fédéral d'adopter la conversion au système métrique en vue de rehausser la compétitivité internationale des États-Unis et, par conséquent, la productivité de divers secteurs.

On ne saurait être plus clair. Le président des États-Unis parle de compétitivité internationale et de productivité. Ce sont des facteurs qui intéressent certainement les États-Unis puisque, chacun le sait, ce pays connaît un énorme déficit commercial. Le Canada les a peut-être devancés dans ce domaine. Il est faux de prétendre comme le fait toujours l'opposition officielle que nous devons suivre les Américains. En matière de commerce et d'échanges internationaux, je ne crois pas qu'ils aient de leçons à nous donner.

[Français]

A ce congrès, le sous-secrétaire du ministère américain du Commerce a déclaré que «l'administration Reagan favorise la conversion au système métrique pour les mêmes motifs qui ont provoqué l'opposition de John Quincy Adams en 1821—c'est-à-dire le commerce international. En 1821, tout le commerce international se faisait entre les États-Unis et l'Angleterre, et les deux pays utilisaient des pouces et des livres. Aujourd'hui, 95 p. 100 du monde est métrique». Et un jour, il faut venir à la conclusion que si on veut exporter des produits, il faut le faire selon le système métrique.

[Traduction]

Je rapporte de cette conférence une anecdote que le député pourra comprendre. Un orateur qui croyait très fort dans la métrisation pour des motifs de compétitivité et de productivité a raconté l'histoire suivante à propos de deux hommes d'affaires, un Japonais et un Américain. Ils marchaient sur le trottoir lorsqu'ils aperçoivent tout à coup un énorme grizzly foncer sur eux à toute vitesse. L'homme d'affaires japonais, un mordu du conditionnement physique, traînait ses espadrilles. Il s'empresse de les chausser. L'Américain lui demande s'il s'imagine vraiment pouvoir courir plus vite que cet ours. «Vous posez mal la question, cher ami, lui répond le Japonais. Il me suffit de courir plus vite que vous».

Voilà le fond du problème: la compétitivité internationale, les exportations et la productivité. Ce sont des éléments que les députés d'en face ne cessent de réclamer sans être prêts à faire les sacrifices qu'ils exigent. Le premier ministre (M. Trudeau) les a souvent qualifiés à la Chambre de «coalition des antis» parce qu'ils sont contre tout. D'après eux, le moment n'est jamais opportun; ils voudraient que nous attendions vingt ans, que ce soit pour la Constitution, le tarif du Nid-de-Corbeau ou la métrisation. Le député de Végréville devrait se réveiller un bon matin et se mettre à réfléchir à ces questions.

[Français]

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre! L'heure réservée pour l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulee. Comme il est 17 heures, conformément aux